



کمیته مصونیت خبرنگاران افغان
د افغان خبریالانو د خونديتوب کمیته



12 December 2020

Kaboul-Paris- Copenhagen

le Comité pour la sécurité des journalistes afghans (AJSC), International Media Support (IMS) et RSF demandent au Conseil de sécurité de L'ONU de protéger les journalistes en Afghanistan.

Reporters sans frontières (RSF), le Comité pour la sécurité des journalistes afghans (AJSC) et International Media Support (IMS) s'associent à la lettre de l'Association des journalistes afghans et appellent le Conseil de sécurité des Nations unies à prendre des mesures concrètes pour faire cesser les violences envers les journalistes dans le pays.

Dans une lettre adressée au Conseil de sécurité des Nations unies le 18 novembre 2020, la communauté des journalistes afghans fait part des inquiétudes des journalistes et des médias concernant les violences et les menaces croissantes dont ils sont la cible. Elle demande instamment au Conseil de prendre des mesures concrètes pour combattre ces violences et de faire pression sur leurs auteurs pour qu'ils cessent de prendre les journalistes pour cible. La lettre a été présentée au bureau de l'Unama (Mission des Nations unies en Afghanistan), à Kaboul.

Les deux organisations de défense du journalisme soulignent également que sans le respect des pactes internationaux, des engagements et des droits de l'homme internationaux fondamentaux, et surtout des conventions de Genève, qui protègent les médias et les journalistes, ainsi que les entités civiles et les individus censés ne pas être visés par des attaques militaires, des pourparlers de paix sont aussi inenvisageables qu'impossibles. Accepter les engagements internationaux exige de garantir la sécurité des journalistes et l'arrêt des violences contre eux. Les médias et les journalistes afghans ne méritent pas d'être réduits à l'impuissance à cause du silence des institutions internationales et de son organe suprême, les Nations unies.

La liberté de la presse et l'expansion du paysage médiatique sont deux des acquis les plus importants qu'a connu l'Afghanistan ces 20

dernières années. Mais les défis politiques et sécuritaires du pays les rendent malheureusement extrêmement vulnérables, et l'escalade de l'insécurité et du conflit pourrait bien signifier leur perte. Malgré le courage et la volonté des journalistes afghans de continuer à faire leur métier, la montée des menaces et des violences à leur encontre ne fait que rétrécir leur champ d'action.

Depuis 2001, les journalistes ne cessent de payer le prix fort en Afghanistan, comme le montre encore l'assassinat ce 10 décembre, de la journaliste d'Enekaas TV Malalai Maiwand, membre du Centre afghan de protection des femmes journalistes (CPAWJ) et de son chauffeur Taher Khan, tués par des hommes armés à Jalalabad, dans l'est du pays. À ce jour, au moins 100 journalistes, dont 16 ressortissants étrangers, ont perdu la vie à cause de leur travail. En outre, plus de 60 médias ont été attaqués ou détruits, et journalistes et médias ont été la cible de centaines de menaces. Ce sont les Talibans et l'Etat islamique qui sont responsables de la plupart des assassinats de journalistes et des attaques contre les médias.

Selon la loi afghane, assurer la sécurité des journalistes et des médias constitue une responsabilité fondamentale du gouvernement. Mais bien que des efforts ont été faits en ce sens, ils n'ont pas suffi pour empêcher les crimes et poursuivre les auteurs de violences contre les journalistes. Le manque d'initiatives concrètes et significatives des institutions gouvernementales pour faire justice, la complexité du conflit en cours, le manque d'expérience et la faiblesse du gouvernement, auxquels vient s'ajouter le fréquent recours à la violence et aux menaces des groupes armés d'opposition sont quelques-uns des éléments qui rendent le soutien des institutions internationales indispensable pour lutter contre les crimes que subissent les journalistes, parmi bien d'autres domaines.

Par conséquent, le Comité pour la sécurité des journalistes afghans et RSF appellent le Conseil de sécurité des Nations unies à soutenir la communauté des médias pour réduire la violence contre les journalistes, conformément à la résolution 1738 du Conseil de sécurité (23 décembre 2006) et à la résolution de l'Assemblée générale des Nations unies (26 novembre 2013), piliers de la défense des droits des journalistes dans les conflits et les zones de guerre. Pour les deux institutions, la violence bénéficie de la culture de l'impunité. Garantir la justice pour les victimes est une mesure de soutien efficace pour soutenir la liberté de la presse en Afghanistan et réduire la violence contre les journalistes. Les deux organisations se déclarent également prêtes à coopérer avec les institutions internationales pour promouvoir la sécurité des journalistes.

